ADRESSE

A LA CONVENTION NATIONALE.

Cuv
folio
FRC
9391

LE PEUPLE D'AUXERRE

Réuni en Assemblée générale de Sections, & les Autorités constituées séantes en cette Ville,

AUX REPRÉSENTANS

DE LA NATION FRANÇAISE.

LEGISLATEURS,

On conspire aussi contre la liberté dans une portion du territoire du département de l'Yonne.

Des membres des autorités constituées, après avoir indignement séduit des citoyens de la commune d'Avallon, ont osé faire circuler dans la République & nous adresser un projet de guerre civile. Ils ont cherché parmi nous des complices, ils n'y ont trouvé que des dénonciateurs.

Ne souffrez-pas, Législateurs, que quelques misérables

factieux, transfuges ingrats & mercénaires de la cauſe du peuple, conſtituent audacieuſement nos frères & nos voiſins en état de rebellion contre la loi. Nous appellons ſur cet attentat toute la ſévérité nationale. Soyez auſſi juſtes qu'ils ſont coupables, c'eſt à ce ſeul prix que nous pouvons comprimer notre indignation.

Nous ne vous exprimons point une opinion partielle : tel eſt le vœu unanime du peuple d'Auxerre & celui de tous les membres des autorités conſtituées.

Ah ! nous reconnoiſſons enfin ces hommes ténébreux qui s'enveloppaient du voile du modérantiſme ! Le maſque a diſparu, & les modérés d'hier ſont aujourd'hui des conſpirateurs audacieux. Ils prêchaient dans la République l'indifférence des monarchies : ils voulaient nous endormir libres, afin de nous réveiller eſclaves ; ils euſſent demandé volontiers qu'on mît de la modération en aſſiégeant la baſtille, en combattant ſur les collines d'Arlon.

Aujourd'hui ces hommes ſi paiſibles, ces amis ſincères de l'ordre & des lois proclament inſolemment une expédition contre Paris. Ils ont la *modération* d'organiſer en *hommes d'état* la guerre civile. Que dis-je ? Ils indiquent le jour, le 14 juillet : ils déſirent qu'on enſanglante cet anniverſaire de la liberté ; ils veulent entraîner nos frères, marcher à la tête des conjurés & former l'avant-garde des armées royales.

Ils préparent ainſi à leur patrie le deſtin de la Pologne infortunée que des brigands ſe partagent comme un vêtement.

Peuple de Paris, peuple immortel, devant qui diſparaiſſent ſucceſſivement les baſtilles, les trônes, les rois & les trahiſons

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

ſubalternes, toi que l'Europe armée menace envain, toi qui ne répond aux proclamations de quelques intrigans de l'Eure & du Calvados, qu'en envoyant des bataillons contre les rebelles, demeure inébranlable & ſerein dans le capitole de la révolution ! Si des armées Françaiſes marchaient ſur ton territoire, ouvre à des frères tes portes & tes bras, ouvre des priſons à leurs chefs, qu'ils viendraient te livrer.

Légiſlateurs, vous ſauvez le peuple en forçant nos ennemis ſecrets à ſe déclarer, en réduiſant ces Catilina à ſe rendre au camp de Manlius.

Certes, il n'eſt aucun Français aſſez aveuglé pour croire long-temps que la repréſentation nationale ſoit anéantie ou violée par la diſſeſſion de ces traîtres, de ces émigrés de la liberté, que Dumourier appellait très-conſéquemment ſans doute, la partie ſaine de la Convention. Eh ! quels ſont les républicains qui pourraient ſe croire repréſentés par eux, lorſqu'ils les voient ſouffler du nord au midi les feux de la diſcorde, préparer des joies barbares à l'ariſtocratie, & méditer à loiſir les ſcênes affreuſes de la guerre civile : ou plutôt, s'il y a des hommes en France qu'ils peuvent dignement repréſenter, ce ſont les hommes de la Vendée.

Légiſlateurs, vous avez déclaré que le peuple de Paris avait ſervi la liberté dans les fameuſes journées du 31 mai, du 1.er & du 2 juin ; nous voulons déclarer auſſi que depuis ces mémorables époques, vous avez acquis des droits au titre glorieux de pères de la patrie.

Vous avez conſacré des vertus publiques dans vos lois ſur

le partage des biens communaux, ſur l'adoption, ſur les enfans naturels, dans celle qui ſouſtrait l'indigence à l'obligation de l'impôt, & dans tous les décrets rendus poſtérieurement au 31 mai.

Dans le vaſte projet d'une conſtitution nouvelle, vous avez proclamé les principes impériſſables de la morale des gouvernemens : vous avez repouſſé l'inhumaine & ſacrilége diſtinction des citoyens actifs, élément de l'ariſtocratie de Servius ou de la ſuperſtition Indienne, horrible diſſonance dans l'harmonie d'un gouvernement populaire. Vous avez ſenti qu'il ne peut plus y avoir pour le peuple ſur-tout, de capitulation avec l'erreur, & que la République eſt anéantie dans les convulſions de l'anarchie, ſi elle n'eſt point ſauvée par une démocratie pure.

Vous avez ſagement repouſſé le mode repréſentatif dans ſes dernières limites, par la diſtinction des loix & des décrets, & la ſuppreſſion partielle des Conventions électorales.

Achevez, Légiſlateurs, d'aſſurer le triomphe de la raiſon humaine. Diſcutez avec lenteur la grande, mais redoutable idée d'un aréopage ſuprême, par la juſte audace de vos conceptions, mieux encore que par nos armées : faites chanceler les trônes, épouvantez les maîtres, inſtruiſez les eſclaves.

Et nous tous républicains de France, voyons ſans pâlir les tempêtes ſe ſuccéder ſous le ciel orageux de la liberté, & pour le dernier ſupplice de nos anciens oppreſſeurs, embraſſons-nous libres, au lieu de nous enſanglanter avec les débris de nos chaînes.

A AUXERRE, de l'Imprimerie de L. Fournier, Imprimeur du Département de l'Yonne.